

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 31 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST)

ZI en Jacca
37 chemin de la Salvetat
31770 COLOMIERS

Références : CD/2022/69

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST) implanté ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 COLOMIERS. L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel 2022 de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF SUD (Ex KNAUF SUD OUEST)
- ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 COLOMIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006803104
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : /

La société KNAUF SUD exploite, sur la commune de Colomiers, une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé destiné à la confection de produits d'isolation découpés pour le bâtiment. Elle exerce également une activité de négoce de produits (plaques de plâtre, ossatures métalliques, etc.).

L'établissement est composé de deux parties séparées par une route (chemin de la Nasque) : site A et site B.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour les activités d'application de colles (rubrique n° 2940-2-a de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE], de transformation de polymères (rubrique n° 2661-1) et de stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (rubrique n° 2663-1). Le site est, toutefois, soumis aux règles procédurales de l'autorisation environnementale.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : poteaux incendie présents au voisinage du site (PI55, PI81, PI82, PI93, PI94 et PI95), zones envisagées par l'exploitant pour l'implantation des réserves d'eau incendie complémentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau, en référence à l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau	AP Complémentaire du 20/06/2013, article 7.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté 1 fait non conforme. Il concerne les poteaux incendie qui constituent un des moyens de lutte contre l'incendie du site. Il s'agit d'un fait engageant la sécurité du site.

L'inspection de l'environnement a constaté que l'exploitant a engagé une démarche de mise en conformité de ses moyens de lutte contre l'incendie et, à son initiative, de leur renforcement, avec un objectif de finalisation des travaux fin 2022.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – appareil incendie et réserves d'eau

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 400 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...]

Constats : Selon l'étude de dangers du site, mise à jour en octobre 2021, Toulouse Métropole a procédé, à la demande de l'exploitant, à des essais de débits en simultané de poteaux incendie présents dans le voisinage du site. Ces essais ont été effectués le 27 novembre 2019.

Ces essais ont montré que le débit maximal susceptible d'être atteint avec les 3 poteaux incendie retenus par l'exploitant pour sa stratégie de défense contre l'incendie du site B est de 240 m³/h, ce qui est inférieur au débit réglementaire requis.

Lors de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a constaté de visu la présence des poteaux incendie retenus par l'exploitant pour sa stratégie incendie. L'exploitant a présenté le rapport de mesures des débits réalisées le 27 novembre 2019. Il a confirmé que le débit en simultané des poteaux incendie qu'il retient pour la stratégie de lutte contre l'incendie du site B est insuffisant.

L'exploitant prévoit de faire réaliser de nouvelles mesures de débits en simultané par Toulouse Métropole. Un devis pour la réalisation de ces mesures, portant la mention "bon pour accord", a été présenté à l'inspection lors de la visite. L'exploitant envisage de demander à Toulouse Métropole d'ajouter à ses essais un 4^{ème} poteau incendie présent dans l'environnement immédiat du site B.

Selon l'exploitant, les diamètres des poteaux incendie sont conformes et les prises de raccordement des poteaux incendie sont conformes aux normes en vigueur. La conformité des raccords n'a pas été vérifiée lors de l'inspection. S'agissant des diamètres des poteaux incendie, un seul des poteaux comporte un marquage visible précisant son diamètre nominal ; le diamètre nominal est conforme (DN100).

Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a procédé à une estimation sommaire des distances entre les poteaux incendie retenus pour la stratégie de défense contre l'incendie. Cette estimation a été effectuée sur la base des plans dont dispose l'exploitant. Cette évaluation montre que certains poteaux sont distants entre eux de plus de 150 mètres.

Le site ne dispose pas de réserve incendie.

Observations : Selon l'étude de dangers mise à jour, l'exploitant prévoit de renforcer ses moyens de lutte contre l'incendie. Ce renforcement fait suite à une ré-évaluation des besoins en eau pour la défense incendie du site réalisée à l'initiative de l'exploitant. Les besoins en eau ré-évalués sont supérieurs à ceux fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Lors de la visite, l'exploitant a confirmé son projet de renforcement de ses moyens de lutte contre l'incendie. Dans ce cadre, une réflexion est en cours sur l'implantation, sur les sites A et B, de réserves d'eau incendie associées à des aires d'aspiration. Des propositions d'offres techniques ont été demandées par l'exploitant à des sociétés extérieures. Une réunion avec les services du SDIS a également été programmée cette semaine.

L'objectif de l'exploitant est de procéder aux travaux de mise en place des moyens de lutte contre l'incendie complémentaires avant fin 2022.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire prenant en compte la ré-évaluation des besoins en eau pour la défense incendie du site et les moyens de lutte complémentaires envisagés par l'exploitant est en cours de préparation par l'inspection. Un premier projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été adressé à l'exploitant pour observation, le 22 décembre 2021. Un retour de l'exploitant est attendu avant le 1^{er} mars 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription